Présentation :

France : — Déclaration de G. Schivardi et Daniel Gluckstein
au soir de l'élection du président de la République le 6 mai 2007 :

« (...) dans le respect de toutes les tendances et de tous les courants existant
dans le mouvement ouvrier et démocratique,

*jeter les bases d'un authentique parti ouvrier fidèle à sa parole, fidèle au mandat du peuple,
et qui soit un instrument pour l'indispensable reconquête de nos droits, de nos garanties, de nos libertés,
ce qui, répétons-le, exige de s'émanciper du carcan destructeur de l'Union européenne.* »

— Déclaration du bureau national du Parti des travailleurs le 7 mai 2007 :

« le bureau national du Parti des travailleurs considère que la discussion ouverte
sur la proposition de constituer un nouveau parti ouvrier,
rassemblant, dans le respect de leur diversité, tous les courants authentiques du mouvement ouvrier,
répond à un besoin majeur de toute la situation. »

Etats-Unis : A la fin du mois d'août prochain, se tiendra à La Nouvelle-Orléans
un Tribunal international indépendant, qui aura à juger des responsabilités du gouvernement
fédéral et des autorités de l'Etat de Louisiane après le passage de l'ouragan Katrina
et de la situation qui en a résulté. La préparation de ce Tribunal, avance aux Etats-Unis
et au Brésil avec la réunion publique du 10 mai à Sao Paulo.

Interview par *O Trabalho* (courant du PT du Brésil)

de Sonia Leite, une des organisatrices du tribunal
au Brésil et de Rafael Pinto, responsable
dans plusieurs organisations du mouvement Noir.

Grande-Bretagne : Tony Blair s'en va. Quel est son bilan ?
Nos correspondants s'interrogent : « *aux municipales, avec seulement
27 % des suffrages et la perte de 462 sièges en Angleterre,
le New Labour de Tony Blair enregistre ses plus mauvais
résultats depuis sa venue au pouvoir. C'est en Ecosse
que la politique de Blair a entraîné les résultats les plus désastreux.* »

Equateur : référendum, le oui l'emporte à 78 %
pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine
Mexique : les manifestations populaires reprennent à Oaxaca
contre le gouverneur assassin

Bolivie : 82 % des revenus d'exploitation du pétrole
reviennent maintenant à l'Etat

Costa-Rica: référendum sur l'adhésion
au traité de libre commerce.

Roumanie : — l'appel dans l'urgence d'un médecin roumain :
« *Médecin, je ne peux comprendre qu'on refuse à un détenu
les soins auxquels tout malade a droit* »

— La réponse de médecins français
au docteur Georgica Vâlcoreanu :
« *Il faut qu'une délégation médicale
se rende auprès des syndicalistes internés.* »

— Un communiqué de l'Entente internationale
des travailleurs et des peuples :
« *Le Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale
du travail (OIT) s'adresse au gouvernement
de Bucarest en faveur des syndicalistes mineurs emprisonnés.* »

« *Le Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale
du travail (OIT) s'adresse au gouvernement de Bucarest
en faveur des syndicalistes mineurs emprisonnés.* »

Abonnez-vous à *Informations internationales*.

Dossier
d'informations
hebdomadaire
édité par
l'Entente
internationale
des
travailleurs
et des peuples

Sommaire :

p. 1 : Présentation

p. 2 / 3 - France : Election présidentielle

- Déclaration de G. Schivardi et Daniel Gluckstein au soir de l'élection du président de la République le 6 mai 2007
- Déclaration du bureau national du Parti des travailleurs le 7 mai 2007

p. 4 - Etats-Unis : "Tribunal international Katrina

- Campagne de soutien au Brésil
- Interview par *O Trabalho*
de Sonia Leite et de Rafael Pinto.

p. 5 - Grande-Bretagne : Tony Blair s'en va.
Quel est son bilan ? "L'Ecosse en Europe",
la voie du démantèlement de la Grande-Bretagne

p. 6 • Equateur : Référendum,
le oui à 78 % pour la convocation
d'une Assemblée constituante souveraine

- Mexique : Les manifestations populaires reprennent à Oaxaca contre le gouverneur assassin
- Bolivie, les multinationales doivent payer
- Costa-Rica Référendum sur l'adhésion au traité de libre commerce.

p. 7 / 8 - Roumanie : • L'appel dans l'urgence
d'un médecin roumain.

- La réponse de médecins français .
- Un communiqué de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples :
« *le Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail (OIT) s'adresse au gouvernement de Bucarest en faveur des syndicalistes mineurs emprisonnés.* ».

• Abonnements.

Pour tout contact :

Informations internationales

Entente internationale des travailleurs et des peuples,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis -75010 Paris - France
Tel : (33 1) 48 01 88 28

E.mail : eit.ilc@fr.oleane.com - Site : www.eit-ilc.org

Déclaration de Gérard Schivardi, maire de Mailhac et conseiller général de Ginestas (Aude), et Daniel Gluckstein, secrétaire national du Parti des travailleurs

LE résultat de l'élection présidentielle consacre une défaite prévisible et annoncée pour le Parti socialiste.

Interrogé par la presse cet après-midi, Gérard Schivardi a déclaré : « *Membre durant 25 ans du Parti socialiste, je ne peux me réjouir de voir ce parti, héritier des combats de la gauche laïque et républicaine, sombrer ainsi. Nul ne saurait s'en réjouir.* »

Nous y voyons le résultat d'une situation aberrante.

Alors que 55 % de nos concitoyens, le 29 mai 2005, ont clairement indiqué leur volonté que soit mis un coup d'arrêt à la politique dictée par l'Union européenne.

Alors que 55 % de nos concitoyens, une large majorité, ont exprimé leur aspiration à un renouvellement politique, à une politique de progrès social et de reconquête, rompant avec les diktats de Maastricht, et permettant ainsi d'ouvrir la voie à la renationalisation de l'industrie, à la reconquête de nos services publics, à la reconquête de la Sécurité sociale.

Alors que 55 % de nos concitoyens, le 29 mai 2005, en votant non à la Constitution européenne, ont dit leur attachement au modèle républicain, en particulier la place des trente-six mille communes, des départements, et la laïcité.

En dépit de cela, le Parti socialiste a fait le choix d'une candidate et d'une orientation qui, totalement prisonnières du cadre de l'Union européenne, ont semblé en réalité, tout au long de la campagne, vouloir à tout prix coïncider avec le programme de son adversaire de droite.

Il en est résulté la situation de ce 6 mai 2007.

Il est frappant de constater que l'enjeu de l'Union européenne, occulté par tous les candidats institutionnels durant la campagne, resurgit dès le soir de l'élection, le nouveau président de la République déclarant : « *La France est de retour dans l'Europe.* » Ce à quoi l'ex-président de la Commission européenne, Romano Prodi, répond dans un message de félicitations à Sarkozy, saluant « *notre travail commun en Europe* ».

Nul ne saurait sous-estimer les conséquences de la situation ainsi créée.

Il est certain que la situation est lourde de menaces et de dangers pour la démocratie.

Il est certain que des conquêtes aussi fondamentales que nos services publics, les libertés publiques, les régimes de retraite et de Sécurité sociale, l'existence des communes, mais aussi l'indépendance des organisations syndicales, vont se trouver, dans la toute prochaine période, menacées.

Le peuple français n'a pourtant pas dit son dernier mot. Il a su dire non hier au traité constitutionnel.

Il saura, nous en sommes certains, demain, trouver les moyens de dresser contre toutes les menaces un front uni des travailleurs, des démocrates, de leurs organisations (comme en ce moment même les travailleurs d'Airbus dressent la grève unie pour les revendications et contre le plan Power 8).

Mais il est certain qu'une période politique s'achève.

L'heure est à la reconstruction.

Nous nous adressons en particulier à tous les maires qui ont soutenu la campagne de Gérard Schivardi.

Nous nous adressons aux militants

socialistes, aux militants communistes, aux syndicalistes, aux militants ouvriers de toutes tendances.

Nous nous adressons aux travailleurs des villes et des campagnes, aux ouvriers, aux agriculteurs, aux viticulteurs, aux artisans et commerçants, aux jeunes, aux chômeurs, à tous ceux qui subissent les conséquences de la politique de l'Union européenne.

L'heure n'est-elle pas venue de jeter les bases d'un authentique parti ouvrier, inscrivant sur son drapeau le combat pour le socialisme et la République, dans la tradition de la lutte séculaire du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays ?

C'est le sens de l'appel que nous avons lancé voici quinze jours, et qui est d'ores et déjà rejoint par 123 maires et militants ouvriers de toutes tendances, personnalités du mouvement démocratique et laïque.

Demain, 7 mai 2007, sera publié le premier bulletin de discussion de tous ceux qui ont bien voulu, avec nous, constituer ce comité provisoire pour un parti ouvrier.

Puissent les prochaines semaines et les prochains mois voir se rassembler toutes les forces authentiquement attachées à l'idéal ouvrier, socialiste, républicain, et, dans le respect de toutes les tendances et de tous les courants existant dans le mouvement ouvrier et démocratique, jeter les bases d'un authentique parti ouvrier fidèle à sa parole, fidèle au mandat du peuple, et qui soit un instrument pour l'indispensable reconquête de nos droits, de nos garanties, de nos libertés, ce qui, répétons-le, exige de s'émanciper du carcan destructeur de l'Union européenne.

6 mai 2007

Déclaration du bureau national du Parti des travailleurs (7 mai, 15 h)

UN programme résolument anti-ouvrier : ainsi se présente le calendrier des premières mesures annoncées par le président de la République élu le 6 mai.

Citons notamment :

— Le financement des heures supplémentaires par une totale exonération de cotisations sociales (« patronales » et salariales). Il s'agit d'un nouveau pillage du salaire différé, qui appartient aux travailleurs, s'ajoutant aux 175 milliards d'euros d'exonérations dont ont bénéficié les patrons depuis 1992. La Tribune (7 mai) annonce de nouvelles « mesures de déremboursement (de médicaments et de soins) », la Commission européenne exigeant une « rationalisation de la consommation pharmaceutique ».

— La remise en cause de tous les régimes de retraite, à commencer par les régimes spéciaux. Bruxelles exige « des réformes d'envergure », citant en exemple le Danemark, où « l'âge de la retraite va passer de 65 à 67 ans ».

— La mise en place d'un « contrat unique » de travail — en fait, un CDD généralisé —, la Commission de Bruxelles exigeant dans son Livre vert de « favoriser une flexibilité accrue ».

— La remise en cause du droit de grève dans les transports publics, les organisations syndicales étant sommées d'en définir elles-mêmes les modalités avant septembre !

— La poursuite et l'amplification des plans de suppressions d'emplois : sont annoncées 4 800 suppressions à PSA dès le 9 mai, 30 000 dans l'automobile dans les trois prochaines années. Pour la Commission européenne, il faut « faciliter les délocalisations » !

— Dans la fonction publique d'Etat, le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite, soit près de 200 000 suppressions de postes en cinq ans ! Une exigence qui découle directement du traité de Maastricht et du pacte de stabilité.

C'est un fait : ce programme anti-ouvrier est dicté par l'Union européenne.

Ses dirigeants s'en félicitent par avance. Romano Prodi, chef du gouvernement italien et ancien président de la Commission européenne, a salué le « travail commun en Europe » avec Nicolas Sarkozy. L'actuel président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lui exprime sa « confiance » pour « exercer un rôle moteur dans la résolution de la question institutionnelle », autrement dit, pour remettre sur le tapis le projet de « Constitution » européenne rejeté par les peuples français et néerlandais.

Quant à George Bush, l'un des premiers à féliciter Sarkozy, il compte sur lui « pour rétablir avec la France une relation privilégiée », relève l'AFP.

Ces félicitations ont une signification bien précise : dans le monde entier, les responsables du régime décomposé fondé sur la propriété privée des moyens de production expriment leur espoir de voir le nouveau président porter à la classe ouvrière française les coups les plus rudes, ceux-là mêmes contre lesquels, depuis des années et des années, elle ne cesse de se dresser et d'agir avec ses organisations.

Comment en est-on arrivé là ?

Cette situation est totalement contradictoire au vote exprimé il y a moins de deux ans, le 29 mai 2005. La responsabilité de cette contradiction ne repose-t-elle pas sur les dirigeants des partis de « gauche » — et, au premier chef, du Parti

socialiste —, qui ont choisi de mener campagne, non pour prendre en charge ce vote non, mais, à l'inverse, pour la soumission aux diktats de l'Union européenne ? Ne se sont-ils pas ainsi situés sur le même terrain que leur adversaire ? N'ont-ils pas, de ce fait, créé eux-mêmes les conditions de la victoire de Sarkozy ?

Une situation difficile s'ouvre pour la classe ouvrière et la jeunesse.

Dès le soir de l'élection, les appels se sont multipliés pour avancer dans le sens des « grandes coalitions » recommandées par l'Union européenne pour mettre en œuvre sa politique.

Conseiller politique de Sarkozy, François Fillon a souhaité que le futur gouvernement comprenne « des représentants du centre (...) et un certain nombre d'hommes et de femmes de gauche ». Patrick Devedjian, autre conseiller, a lancé à Jean-Marc Ayrault, président du groupe du PS à l'Assemblée nationale : « On vous tend la main. Nous souhaitons changer les choses avec vous », proposant au PS de présider la commission des finances à l'Assemblée nationale.

A quoi le porte-parole de Ségolène Royal, Arnaud Montebourg, répond : « Le président Sarkozy aura besoin de tous les Français, y compris de la gauche. »

« On ne va pas rester cinq ans avec une France coupée en deux », approuve Marielle de Sarnez, vice-présidente de l'UDF, le parti de Bayrou.

LA RECONSTRUCTION D'UN AUTHENTIQUE PARTI OUVRIER DEVIENT AUJOURD'HUI UNE CONDITION ESSENTIELLE POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS LUI-MÊME

Certes, les institutions bonapartistes de la V^e République, qui réduisent à peu de chagrin le rôle des partis politiques et du Parlement, ne sont pas adaptées à former des « grandes coalitions », que ce soit dans la configuration allemande (gouvernement CDU-CSU-SPD, dont l'équivalent en France serait un gouvernement UMP-PS) ou italienne (dont l'équivalent en France serait un gouvernement allant de Bayrou à Besancenot en passant par le PS, le PC, les Verts, etc.).

Et cela d'autant moins que les résultats de l'élection présidentielle accélèrent les processus d'implosion de tous les partis politiques, de manière immédiate pour certains, et différée pour d'autres.

Mais il est un point sur lequel convergent la nature antidémocratique des institutions de la V^e République et la nature antidémocratique des institutions de l'Union européenne : l'impérieuse nécessité d'intégrer les organisations syndicales.

Mardi 8 mai, Claude Guéant, responsable de la campagne de Sarkozy, répond en ces termes aux dirigeants syndicaux qui s'inquiétaient des intentions du nouveau président au sujet du droit de grève et des régimes spéciaux de retraite : « Je vois mal que les syndicats puissent aller contre l'avis du peuple (...). Je rappelle que les syndicats, auxquels Nicolas Sarkozy souhaite réserver une grande place dans la refondation des instruments de notre démocratie sociale, ne représentent que 8 % des salariés. »

Pressenti comme futur Premier ministre, François Fillon déclarait une semaine plus tôt : « Il ne faut pas qu'elles (les organisations syndicales — NDLR) s'imaginent que le lendemain du scrutin tout repart comme avant », car Sarkozy entend « leur confier plus de responsabilités pour peu qu'elles épousent les évolutions de la société française ».

Tous les travailleurs l'auront compris : la « démocratie sociale » du nouveau président signifie reconnaître la fameuse « représentativité syndicale »... aux organisations qui accepteraient, le petit doigt sur la couture du pantalon, de mettre en œuvre les décisions contre le droit de grève et les retraites !

Intégration des organisations syndicales ou indépendance des organisations syndicales : cette question va se trouver au centre de la situation des prochaines semaines. A travers elle, c'est la démocratie qui est en jeu. Car, faut-il le rappeler, la démocratie, c'est d'abord la reconnaissance que nous vivons dans une société traversée par des intérêts sociaux contradictoires. La démocratie, c'est d'abord le droit des salariés à disposer de leurs propres organisations pour défendre leurs intérêts particuliers.

Dans cette situation difficile, le bureau national du Parti des travailleurs approuve la déclaration commune de Gérard Schivardi et Daniel Gluckstein faite au soir du deuxième tour.

La reconstruction d'un authentique parti ouvrier devient aujourd'hui une condition essentielle pour la reconstruction du pays lui-même, la reconstruction nécessaire de l'industrie et d'une agriculture à la hauteur des besoins du pays, la reconquête de tous les droits et garanties, des services publics détruits, de la laïcité, de la Sécurité sociale et de l'école publique.

Au moment où tous s'accordent pour remettre à l'ordre du jour un nouveau traité européen, rejeté par le peuple le 29 mai 2005, il s'agit de défendre la République et la démocratie, qui sont en danger. A cet effet, la reconstruction d'un authentique parti ouvrier exige plus que jamais la rupture avec l'Union européenne.

Elle exige plus que jamais le combat pour l'Assemblée constituante souveraine, par laquelle les délégués du peuple souverain définiront eux-mêmes la forme et le contenu de la démocratie.

Elle exige de reconnaître que nous sommes dans une société où les exploités ont des intérêts différents des exploités, et qu'ils ont acquis par une lutte acharnée le droit de disposer d'organisations indépendantes pour les défendre.

Elle exige donc de se situer sur le terrain de classe. Ce qui pose au plan syndical la question de l'indépendance des organisations. Et ce qui, au plan politique, pose le problème de l'indépendance du parti ouvrier.

C'est pourquoi le bureau national du Parti des travailleurs considère que la discussion ouverte sur la proposition de constituer un nouveau parti ouvrier, rassemblant, dans le respect de leur diversité, tous les courants authentiques du mouvement ouvrier, répond à un besoin majeur de toute la situation.

Le bureau national appelle toutes les sections et fédérations à inscrire résolument leur activité politique des prochaines semaines, y compris la présentation de candidats aux élections législatives, dans cette perspective, dont dépend très largement l'avenir de notre pays.

TRIBUNAL INTERNATIONAL KATRINA

Pour le droit au retour des Noirs de La Nouvelle-Orléans

28 août — 2 septembre 2007 à La Nouvelle-Orléans

Campagne de soutien au tribunal Katrina au Brésil

Près de deux ans après le terrible ouragan Katrina, qui a ravagé La Nouvelle-Orléans et la Louisiane, des centaines de milliers de familles, en majorité noires, sont toujours expulsées, dispersées aux quatre coins des Etats-Unis, interdites de revenir dans leurs foyers.

Des 850 millions de dollars d'aide internationale aux Etats-Unis après le passage de l'ouragan Katrina en 2005, 40 millions seulement ont été dépensés. L'acheminement de fournitures, de médicaments et de services offerts pour pallier la mise hors service des réseaux de téléphonie mobile ou proposer des hébergements d'urgence a été retardé, sinon rejeté par l'administration fédérale.

A la fin du mois d'août prochain, se tiendra à La Nouvelle-Orléans un Tribunal international indépendant, qui aura à juger des responsabilités du gouvernement fédéral et des autorités de l'Etat de Louisiane dans cette situation.

Organisé par le PHRF (Fonds populaire d'aide aux victimes du cyclone), par l'Entente internationale et d'autres organisations, un Tribunal international Katrina doit se tenir en août, à La Nouvelle-Orléans, aux Etats-Unis. Il a pour objectif de juger les responsables de cette tragédie qui a déplacé 400 000 personnes des Etats de la Louisiane et du Mississippi, laissant plus de 100 000 d'entre eux sans toit.

Au Brésil, une délégation au Tribunal a commencé à s'organiser. Pour collecter des fonds, un bulletin contenant le témoignage d'Edenice Santana, militante du Mouvement Noir de Bahia qui a été avec les victimes du cyclone dans le sud des Etats-Unis est diffusé.

Interview de Sonia Leite,
Secrétaire Nationale de « *Combat contre le racisme* » du Parti des Travailleurs, une des organisatrices du tribunal au Brésil.

« *Un massacre ethnique* ».
Campagne contre toutes les formes de racisme.

O Trabalho - Comment voyez-vous la question du cyclone Katrina ?

Cela a été une catastrophe naturelle que le capitalisme utilise pour développer le conflit racial. Il profite de la tragédie pour jeter le peu que la population noire a accumulé à La Nouvelle-Orléans, et ce n'est pas raisonnable ! En réalité, nous avons vu que les gouvernements, municipal, d'Etat, et, naturellement, le gouvernement fédéral de Bush n'ont aucune volonté de secourir la population noire sinistrée.

O Trabalho - A votre avis, quelle relation le mouvement noir du Brésil peut-il établir avec Katrina ?

Il y a longtemps que le mouvement Noir a compris le sens de la diaspora du peuple Noir. Nous voyons que le racisme contre les Noirs est international, seule la forme change dans chaque pays. Nous luttons contre toutes les formes d'oppression. Nous avons commencé le combat dans les années 60, en relation avec les luttes des Noirs aux Etats-Unis mêmes, ensuite il y a eu la question de « l'Apartheid » en Afrique du Sud. Maintenant, Katrina nous met face à ce massacre ethnique.

Quand je parle de massacre, je parle des déplacements des habitants, car nous voyons bien que tous les différents niveaux de gouvernement n'aident pas à la reconstitution de leurs vies. C'est comme s'il s'agissait d'une expulsion, et cela est très lourd pour nous. Nous voyons dans le Tribunal une unité pour poser et discuter toutes les formes de racisme qui nous frappent.

« *Solidarité contre le racisme* »

La préparation avance aux Etats-Unis et au Brésil avec la réunion publique du 10 mai à Sao Paulo.

Le 7 avril, à **San Francisco (Etats-Unis)**, s'est tenue une réunion pour collecter du soutien pour les **victimes du cyclone Katrina** (août 2005), victimes abandonnées par les gouvernements fédéral, d'Etat et municipal. Des 100.000 familles, en majorité noires, sans logement et dispersées à travers le pays qui ont demandé une aide financière pour revenir chez elles, seules 125 d'entre elles l'ont, à aujourd'hui reçue.

A cette réunion, étaient présents, un représentant du **PHRF** (Fonds populaire de soutien aux victimes du cyclone) de La Nouvelle-Orléans, **l'Entente internationale des travailleurs et des peuples**, le **MXGM** (*Mouvement Racines Malcolm X*), le **Comité Katrina de Solidarité de San Francisco**, le journal **The Organizer** et **l'Union des étudiants noirs**, avec le soutien du syndicaliste **Clarence Thomas**, du **Million Worker March Movement**.

A **Atlanta (Etats-Unis)**, s'est déroulée, le 14 avril, la **première Audience du Tribunal** de la Clark Atlanta University. Plus de 50 survivants ont été entendus par la Cour populaire. C'était la première d'une série d'audiences préparatoires dans diverses villes.

A **Sao Paulo**, se tiendra le **10 mai** un grand meeting public, à l'Assemblée législative, convoqué par la CUT (Centrale unique des travailleurs), UNE, CONEM, MNU, PT et d'autres organisations.

Le meeting commémore la « *Journée nationale de dénonciation de la discrimination raciale* », au Brésil, et le soutien au Tribunal Katrina aux Etats-Unis.

Interview de Rafael Pinto, directeur de l'**AFUBESP** (Association de fonctionnaires du Banespa), membre de la Soweto, organisation Noire et de la CONEM (Coordination nationale des organisations Noires).

O Trabalho - Quel est l'impact de la tragédie du Cyclone Katrina ?

Il rappelle notre préoccupation pour l'environnement qui touche l'humanité, et les Etats-Unis ont une grande responsabilité lorsqu'ils ne signent pas le Protocole de Kyoto.

L'impact s'est produit dans une région où les services de prévention avait alerté sur les risques que les digues ne résistent pas. Donc l'Etat américain est responsable. Ensuite, le gouvernement a été négligent concernant les secours immédiats aux victimes. C'est pour cela que, lorsqu'aujourd'hui on parle de reconstruction, c'est la question du nettoyage ethnique qui est en jeu, car la préservation de l'identité noire est menacée par la diaspora, forte dans cette région.

Nous ne pouvons rester inactifs, nous devons faire pression pour que les Etats donnent une solution qui respecte les droits de la population noire qui vit là, non pas qui y vivait, qui y vit !

O Trabalho - En tant que brésilien, militant noir et syndical, comment vois-tu le Tribunal ?

Je pense que c'est un instrument pour protéger les droits de l'homme qui permet de discuter de la situation de la population noire aux Etats-Unis. Il nous permet aussi de resserrer les liens de solidarité internationale dans le combat contre le racisme. Ce lien est extrêmement important. Dans le mouvement Noir nous nous souvenons d'un autre moment où cela s'est manifesté, ce fut dans la lutte contre l'Apartheid. Ensuite, ce sera la première action qui unifiera les combattants antiracistes et pour les droits de l'homme, ce qui a une importance historique. J'espère que dans tout le pays la solidarité avec La Nouvelle-Orléans pourra s'étendre.

D'autres documents concernant le **Tribunal Katrina** ont été publiés dans les numéros suivants **d'Informations internationales** :

- 193 (**Appel à constituer un Tribunal Katrina** : les crimes du gouvernement seront jugés)
- 216 (extraits de **Unité et Indépendance** concernant la **préparation du Tribunal Katrina**, la lettre de Kali Akuno à Louisa Hanoune, la réponse de Louisa Hanoune)
- 233 (Lettre et interview de **Ali Akuno**, militant pour les droits des Noirs).

Blair aussi détesté que Thatcher

Selon un sondage récent, 50 % de la population estiment que Blair est désormais tout aussi détesté que Thatcher.

Il restera indissolublement lié à l'ignominie de l'invasion de l'Irak, à l'occupation de l'Afghanistan, au soutien anglo-américain à la guerre d'agression d'Israël contre le Liban. Il restera, dans les livres d'histoire, comme le seul Premier ministre à avoir fait l'objet d'une enquête de police liée à la vente de titres nobiliaires.

Sa politique, dictée par l'Union européenne, a amené les travailleurs des services publics et leurs syndicats à organiser la plus grande grève générale depuis celle de 1926, pour la défense des retraites. Elle a fait descendre dans les rues de la moindre localité les travailleurs et les syndicats pour la défense du NHS, le service national de santé.

S'il fallait illustrer le bilan social de la politique de Blair pour l'année 2006, il suffirait de citer un chiffre : en un an, le nombre d'enfants vivant dans des conditions de pauvreté a augmenté de 200 000, pour atteindre 3,8 millions. 12,7 millions d'adultes vivent dans les mêmes conditions. Rejeté par la majorité de la population, et, jusqu'au sein du Labour Party, par les militants qui refusent la destruction de leur parti, Blair a perdu la confiance de ceux qui, engagés derrière Bush et l'Union européenne, estiment qu'il a désormais épuisé ses capacités de poursuivre les contre-réformes exigées par l'impérialisme. Les résultats des élections qui viennent de se dérouler sont l'une des conséquences de la politique menée par Blair depuis dix ans. Dans cet article, nous traitons de ces élections sur la base de contributions que nous ont fait parvenir des militants de Grande-Bretagne. Nous abordons également le programme du Parti national écossais (SNP), qui a en tiré profit pour tenter maintenant d'aller plus loin encore dans le démantèlement, par la « régionalisation », du cadre national des acquis de la classe ouvrière britannique.

Grande-Bretagne

Tony Blair s'en va. Quel est son bilan ?

La presse financière internationale ne tarit pas d'éloges sur les résultats du gouvernement « New Labour » de Tony Blair, qui vient d'annoncer son départ dans les six semaines à venir.

Les résultats des élections qui ont eu lieu en Grande-Bretagne, le 4 mai, montrent que les travailleurs britanniques portent un jugement plus conforme à la réalité sur sa politique. Son nom va d'abord rester synonyme de l'assujettissement à G. Bush, de l'invasion et de la destruction de l'Irak et de l'Afghanistan. Son bilan sera aussi celui de la mise à sac — sur injonction de l'Union européenne — de pans entiers de ce que le Labour Party avait conquis pour la classe ouvrière britannique, au prix de dures luttes de classe menées conjointement avec les syndicats, qui lui sont organiquement liés.

Ces élections concernaient le renouvellement d'une partie des conseils municipaux de l'Angleterre, des conseils municipaux et de l'assemblée régionale du Pays de Galles, ainsi que des conseils municipaux et du Parlement régional d'Ecosse, mis en place sous le

gouvernement Blair dans le cadre de l'Europe des régions.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : aux municipales, avec seulement 27 % des suffrages et la perte de 462 sièges en Angleterre, le New Labour de Tony Blair enregistre ses plus mauvais résultats depuis sa venue au pouvoir.

Dans le sud-est et le sud-ouest de l'Angleterre, il perd le contrôle de la majorité des conseils municipaux.

Dans plus de 85 conseils municipaux de ces deux régions, le New Labour n'a plus un seul siège de conseiller municipal.

Dans les autres conseils municipaux, les pertes sont considérables. C'est le cas à Gravesham, Plymouth, Dartford, Douvres, Brighton et Hove.

Dans les villes ouvrières du nord de l'Angleterre, le taux d'abstention atteint des sommets parfois inégaux dans certains quartiers.

Comme l'explique l'un de nos correspondants : « La direction du Labour, puis la presse se sont empressées de dire que le désastre est moins important que ce qui était prévu. Il n'en reste pas moins que c'est le prix que Blair et sa politique

dictée par l'Union européenne font payer à la classe ouvrière anglaise et à son parti. »

L'abstention ouvrière témoigne de l'immense rejet de la politique du gouvernement et de sa soumission totale au pacte de stabilité, qui a entraîné, par exemple, ces derniers mois, vingt-deux mille suppressions de poste d'infirmières, la fermeture de milliers de lits et la mise en location de la plupart des grands hôpitaux, au moyen des contrats de « partenariat public-privé », chers à l'Union européenne.

C'est en Ecosse que la politique de Blair a entraîné les résultats les plus désastreux. Dans cette région, berceau du Labour Party, qui vit la création au XIX^e siècle du premier Labour Party par Keir Hardy, il perd la majorité qu'il y détenait depuis 1955. Ce qui conduit le Parti national écossais (SNP) à devenir majoritaire d'un siège au Parlement régional.

Pour donner la véritable mesure des conséquences de cette politique dont le SNP est bénéficiaire, nous revenons ci-dessous sur le contenu du programme électoral de ce dernier.

Correspondant

“L'Ecosse en Europe”, la voie du démantèlement de la Grande-Bretagne

Le Parti national écossais (SNP) a fait campagne sous le slogan de l'indépendance de la région et sous celui de « l'Ecosse en Europe », autrement dit avec la volonté d'ouvrir la voie à l'éclatement de la Grande-Bretagne, au titre de la politique de régionalisation-destruction des nations prônée par l'Union européenne (1).

Dès les résultats proclamés, Alex Salmond, leader du SNP (qui va accéder au poste de président du Parlement et de Premier ministre d'Ecosse à la suite d'un accord passé avec les Verts), a annoncé son intention de convoquer dans les mois à venir un référendum sur l'indépendance et en tout état de cause de revendiquer une plus large autonomie.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est donc bien l'éclatement de la Grande-Bretagne et la division de la classe ouvrière britannique, la liquidation des accords nationaux, qui demeurent encore aujourd'hui dans de nombreuses branches, malgré les coups portés par Thatcher, puis par Blair, les fondements de l'unité de la classe ouvrière britannique.

Le “corporatisme négocié” irlandais, “modèle social” des nationalistes écossais

En lançant sa campagne sur le terrain de l'indépendance de l'Ecosse sous l'égide de l'Union européenne (1), le SNP a clairement indiqué sa volonté d'aligner l'Ecosse sur le « modèle social » irlandais, qui est au centre de son manifeste électoral. Ce « modèle », c'est l'institutionnalisation du partenariat social liant syndicats et entreprises, un système que certains dénomment « corporatisme négocié ». C'est ce « partenariat social » — cœur du « modèle social européen » prôné par l'Union européenne — qui a transformé en quelques années le prétendu « tigre celtique » en véritable colonie de l'économie des Etats-Unis. En effet, l'Irlande accueille à elle seule le quart des investissements américains en Europe, et, selon une étude économique récente, 30 % des profits réalisés

On ne sera pas étonné que le SNP ait enregistré le soutien de nombreux patrons, ainsi que de l'ancien directeur de la banque centrale d'Ecosse. Comme l'explique l'un de nos correspondants : « Les travailleurs écossais, pas plus que les travailleurs anglais, n'ont quoi que ce soit à gagner d'une “Ecosse indépendante”, qui sera en réalité sous la coupe directe de l'Union européenne. »

Le SNP peut sans aucun doute remercier Blair et Gordon Brown, son successeur annoncé, pour sa victoire. Mais l'Ecosse demeure le berceau et l'un des bastions de la classe ouvrière britannique, comme le rappelle ces jours-ci la décision prise par l'EIS, le plus grand syndicat d'enseignants d'Ecosse, d'appeler à la grève au cas où le nouveau Parlement n'accéderait pas à la revendication de vingt élèves par classe promise par le précédent Parlement, dominé par le Labour, mais jamais honorée.

(1) Relevons que le SNP a par ailleurs reçu un soutien à peine déguisé de tous les partis « altermondialistes » se disant « à la gauche de la gauche », lesquels appelaient tous à « voter SNP contre le Labour ».

en Irlande sont immédiatement transférés aux Etats-Unis. Le « modèle social » irlandais est l'une des pires politiques de déréglementation du travail en Europe et il a abouti au plus bas niveau de prestations sociales sur le continent. Alors que la Grande-Bretagne, dont l'Ecosse fait partie, a ramené à 26,8 % de son PIB le budget qu'elle consacre au « welfare state » (santé, enseignement, logement et prestations sociales) — pacte de stabilité oblige —, l'Irlande n'y consacre pas plus de 14,1 %. Il s'agirait pour le SNP de ramener à 12,7 % du PIB les prestations sociales en Ecosse ! Combien de milliers d'écoles, de logements sociaux, d'hôpitaux sont-ils ainsi menacés

(1) Selon Ian Hughton, président du SNP, l'Union européenne constitue un cadre favorable à la « prolifération de nouveaux Etats-nations »,

Le oui l'emporte à 78 % pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine Renationalisation du pétrole et de l'électricité, distribution des terres

Les travailleurs, les jeunes, les paysans, le peuple équatorien viennent massivement d'approuver par référendum, dimanche 15 avril, la convocation d'une Assemblée constituante souveraine. Cette assemblée est appelée à prendre toutes les mesures permettant d'affirmer la souveraineté du peuple et de la nation équatorienne, notamment sur les ressources pétrolières et énergétiques, et de sortir le pays de la misère dans laquelle le plongent la dette externe et les accords dits de « libre commerce » imposés par l'impérialisme nord-américain.

La convocation d'une Constituante avec les pleins pouvoirs a été approuvée, dimanche dernier en Equateur, par 78,1 % de oui, contre 11,5 % de non.

Près de 9,2 millions d'Équatoriens étaient appelés aux urnes pour se prononcer sur la convocation d'une Assemblée constituante. Celle-ci, composée de 130 représentants, siègera pendant un an. La victoire massive du oui s'inscrit dans un mouvement qui, du nord au

sud du continent américain, voit les travailleurs et les peuples se dresser pour dire qu'ils veulent vivre. Vivre libres et souverains, débarrassés des diktats du FMI, de la Banque mondiale et des multinationales, qui pillent et précipitent nations et peuples dans la misère et le chaos.

Dans un pays qui a connu ces dernières années cinq renversements de gouvernements par des insurrections populaires provoquées par la misère, le refus des gouvernements successifs aux ordres du FMI de procéder à une véritable réforme agraire, d'arrêter les privatisations de l'électricité, du pétrole, de toutes les ressources du pays, une exigence a dominé la campagne électorale : celle de la souveraineté, de la rupture avec l'accord de « libre commerce », de la renationalisation du pétrole (1), de l'électricité, de la distribution des terres aux paysans.

Dès l'annonce de la victoire du oui, le nouveau président de la République, Rafael Correa, a promis « plus de démocratie ».

Rafael Correa s'est également déclaré favorable à un « modèle économique selon lequel l'Etat planifie, régule et assure la promotion de l'économie ». Il a dénoncé « la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque interaméricaine de développement (BID), qui ont provoqué, avec l'accord de Washington, les privatisations et le démantèlement de l'Etat ».

Il a annoncé qu'il allait expulser le représentant en Equateur de la Banque mondiale, Eduardo Somensatto, qu'il accuse d'avoir retenu en 2005 un crédit de 100 millions de dollars en représailles aux réformes pétrolières décidées par l'Equateur. « Nous expulserons du pays le représentant de la Banque mondiale parce que nous n'accepterons de chantage de personne », a déclaré le président équatorien.

(1) Cinquième producteur de pétrole en Amérique du Sud, avec 536 000 barils par jour (b/j) en 2006, l'Equateur voit toute sa richesse pétrolière s'envoler hors du pays, pillée par les multinationales, notamment américaines, comme OXY, la Compagnie occidentale de pétrole.

Mexique

Les manifestations populaires reprennent à Oaxaca contre le gouverneur assassin

Des milliers d'enseignants et d'opposants au gouverneur se sont à nouveau mobilisés à Oaxaca, dans le sud du Mexique, en installant des barricades dans les rues et en occupant des bâtiments publics, comme lors du mouvement qui a paralysé cette ville l'an dernier.

Une trentaine de bureaux et d'agences bancaires sont occupés par les militants de l'assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO), qui réclame la démission du gouverneur de l'Etat de Oaxaca, Ulises Ruiz.

Les enseignants protestent contre une réforme du système de Sécurité sociale des fonctionnaires et ont occupé notamment à Santa Maria Coyotepec, à 10 km de Oaxaca, le bureau du gouverneur, qu'ils jugent « répressif et corrompu ».

En 2006, dans tout le pays, de puissantes mobilisations exigeaient le respect de la souveraineté du peuple, qui s'était exprimé en faveur de Manuel Lopez Obrador, candidat du Parti de la révolution démocratique à la présidence de la République évincé par la fraude : « Obrador président ! Gouvernement Obrador tout de suite ! » Une convention nationale démocratique les réunissait sur ce double mot d'ordre.

A Oaxaca, les manifestations — de mai à octobre — avaient paralysé la ville et de violents affrontements avaient fait 13 morts, dont un caméraman américain.

Le mouvement de revendications des enseignants en grève s'était radicalisé et élargi à de nombreuses associations de défense des droits des Indiens et des organisations de gauche à la suite d'une violente intervention de la police anti-émeutes contre les instituteurs.

Le gouvernement central avait envoyé les troupes fédérales pour chasser les manifestants du centre de Oaxaca occupé.

Environ 500 militants de l'APPO ont été arrêtés en 2006 pour troubles de l'ordre public, dont 41 sont encore emprisonnés, mais les auteurs des 13 meurtres, soupçonnés d'être des hommes de main du gouverneur, courent toujours.

Bolivie

82 % des revenus d'exploitation du pétrole reviennent maintenant à l'Etat

Le président bolivien, Evo Morales, et le Parlement bolivien ont maintenant donné leur aval aux 44 contrats signés en octobre dernier obligeant les multinationales qui opèrent sur les champs de pétrole et de gaz nationalisés à verser à la Bolivie 82 % des revenus d'exploitation.

Une dizaine de compagnies étrangères, parmi lesquelles Total (France), Repsol (Espagne), British Gaz, Exxon Mobil (Etats-Unis) et Petrobras (Brésil), sont autorisées, depuis la nationalisations des hydrocarbures, en mai 2006, à opérer aux conditions dictées par l'Etat bolivien. Rappelons que la Bolivie détient la deuxième réserve de gaz de la région après celle du Venezuela.

L'adoption de ces contrats a été retardée durant des mois à cause de l'obstruction faite au Sénat, où l'opposition conservatrice, pro-américaine, détient la majorité.

Dans le cadre de ces nouveaux contrats, les compagnies se voient désormais obligées de verser 82 % des revenus d'exploitation du pétrole et du gaz à l'Etat bolivien, contre 18 % auparavant. Les recettes qui en découlent pour le pays s'élèveraient à 1,1 milliard de dollars, contre à peine 300 millions avant la nationalisation.

Costa Rica

Le peuple appelé à rejeter le traité de libre commerce avec les Etats-Unis

Le peuple costaricain est appelé à se prononcer par référendum sur l'adhésion au traité de libre commerce que Washington veut imposer au pays.

Le référendum pourrait avoir lieu en août prochain, selon les recommandations du Tribunal suprême électoral (TSE). Initialement, le président de la République était bien décidé à faire passer par simple décret cet accord, que rejette une grande partie de la population et qui jette le trouble jusqu'au sein de l'oligarchie costaricaine.

Les travailleurs et les paysans qui s'opposent à ce traité disent qu'il entraînerait la suppression de toutes les garanties dont bénéficient les agriculteurs, qu'il favoriserait les emplois à bas salaires et qu'il fait de trop nombreuses concessions à l'impérialisme nord-américain, comme par exemple l'engagement à briser les monopoles d'Etat en matière d'assurances et de télécommunications.

Les syndicalistes mineurs emprisonnés sont en grave danger

L'appel dans l'urgence d'un médecin roumain

"Médecin, je ne peux comprendre qu'on refuse à un détenu les soins auxquels tout malade a droit"

« Je suis un médecin roumain. Je m'appelle Georgica Vâlcoreanu et je vis à Bucarest.

Au milieu du mois de janvier de cette année, j'ai appris qu'un citoyen de mon pays, Ionel Ciontu, syndicaliste mineur condamné à cinq ans de détention, venait de mourir, probablement d'un cancer, à l'âge de 46 ans, dans un hôpital de Bucarest, où il a été transporté en état d'agonie.

Ce qui m'a stupéfait, c'est d'apprendre que, malade depuis des mois, Ionel Ciontu avait, en vain, demandé plusieurs fois à bénéficier d'une interruption de sa peine pour pouvoir se faire soigner normalement. Chacune de ses demandes s'était heurtée à un refus catégorique. Peut-on trouver normal qu'un malade dont l'état s'aggrave chaque jour ou presque se voie refuser le droit de se soigner normalement et que, au lieu de lui accorder un traitement médical normal dans une chambre d'hôpital, on le laisse mourir dans la cellule d'une prison, où, chacun le devine, son état de santé ne peut que s'aggraver ? Or c'est ce qui est arrivé !

Je crois savoir que dans de nombreux pays, quelles que soient les raisons de sa condamnation, un détenu dont la santé est gravement atteinte et se détériore au fil des jours béné-

ficie d'une suspension provisoire ou définitive de peine pour pouvoir recevoir les soins que son état exige. En tant que médecin, je ne comprends pas comment les autorités compétentes ont pu refuser de prendre une décision qui répond à une exigence élémentaire d'humanité.

J'ai été informé que deux autres syndicalistes mineurs, condamnés à la prison en même temps que Ionel Ciontu, seraient aussi dans un état de santé très inquiétant. Constantin Cretan, emprisonné au pénitencier de Tirgu Jiu, a demandé une suspension de l'exécution de sa peine pour raisons médicales. Les médecins ont constaté qu'il souffre de plusieurs affections, dont une rectocolite ulcéro-hémorragique, maladie qui est mortelle si elle n'est pas traitée et si un régime alimentaire n'est pas respecté, d'affections cardiovasculaires et des suites d'un accident survenu dans la prison, où il s'est rompu le tendon d'Achille. Ils ont aussi constaté qu'il souffre d'un grave glaucome à un œil. On lui a d'abord accordé deux mois de suspension, puis on l'a affecté dans un pénitencier très loin de sa famille. Pour s'en rapprocher, Cretan a dû momentanément suspendre sa demande de libération temporaire pour se faire soigner.

En tant que médecin, je ne peux pas comprendre une décision qui correspond à un refus de laisser un malade bénéficier des soins auxquels, aux yeux de tout médecin, tout malade a droit.

Un autre détenu, Dorin Loi, est, me signale-t-on, lui aussi de plus en plus sérieusement malade.

La mort de Ionel Ciontu est un avertissement. Ne devrait-il pas aller de soi qu'on ne saurait que l'entendre ? Ces hommes ont été condamnés à des peines de prison. Serait-il admissible que ces peines se transforment en condamnations à mort par refus de laisser aux détenus malades la possibilité de se faire réellement soigner ?

Obtenir cette possibilité est une simple question d'humanité, qui, je le répète, est de règle dans de nombreux pays. C'est pourquoi j'invite mes confrères médecins de divers pays à joindre leur voix à la mienne pour obtenir que ce droit non écrit, mais moralement imprescriptible, soit accordé aux deux autres détenus malades dont j'ai cité les noms ci-dessus : Constantin Cretan et Dorin Loi. »

D^r Georgica Vâlcoreanu,
Bucarest, le 20 février 2007

La réponse de médecins français au docteur Georgica Vâlcoreanu

"Il faut qu'une délégation médicale se rende auprès des syndicalistes internés"

« Nous sommes indignés de voir ainsi la vie des syndicalistes mineurs roumains emprisonnés mise en danger. En effet, la situation que vous décrivez (poussée de rectocolite hémorragique, glaucome évolutif, pathologies cardiovasculaires) montre qu'une hospitalisation est nécessaire au plus vite et ce, dans un lieu qui permette à leur famille de venir les voir, car il semble exclu que des patients aussi gravement atteints soient séparés de leur famille.

Il est tout aussi évident que leur état est trop grave pour que les soins se fassent en prison. La prison est faite pour punir et non pour soigner. La mort de Ionel Ciontu en est la preuve.

Nous nous interrogeons comme vous : *"Ces hommes ont été condamnés à des peines de prison. Serait-il admissible que ces peines se transforment en condamnation à mort par refus de laisser aux détenus malades la possibilité de se faire réellement soigner ?"*

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à adopté, le 14 décembre 1990, une résolution sur les principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus. Il y est précisé (point 9) : *"Les détenus ont accès aux services de santé existant dans le pays, sans discrimination aucune, de fait de leur statut juridique."*

En France, la loi 94-43 du 18 janvier 1994, relative à la santé publique et à la protection sociale, autorise l'hospitalisation des détenus dont l'état de santé le nécessite (chapitre II, article 2). Il est même prévu que les frais d'hospitalisation soient pris en charge par l'Etat. La loi 2002-303, du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité des soins, autorise dans son article 10 de suspendre la peine d'un détenu dont la santé est incompatible avec la détention. *"Je donnerai les soins à l'indigent et à quiconque me le demande."* Voici les termes du ser-

ment d'Hippocrate que nous avons prêté au moment de devenir médecins. L'article 7 du Code de déontologie fait obligation aux médecins de soigner tout malade sans distinction de race, religion, origine sociale... Il s'agit là de principes majeurs de l'humanité qui lient tous les médecins et dont doivent bénéficier les syndicalistes détenus.

Nous avons eu connaissance d'un communiqué de presse de l'agence Mediafax dans lequel il est dit que le directeur de la prison où se trouve l'un des syndicalistes internés a déclaré que son état de santé n'inspirait pas d'inquiétude. Mais comment peut-il en juger, lui qui n'est pas médecin ? Il a ajouté : *"Toute personne à qui on en donne l'accord peut lui rendre visite."* Nous décidons de répondre à votre appel en prenant contact avec les autorités roumaines de notre pays, de leur faire part de notre volonté d'envoyer une délégation médi-

cale auprès des syndicalistes internés, pour déterminer les soins qui leur sont nécessaires et obtenir qu'ils soient mis en place de façon urgente. »

D^r Marie-José Alliot, D^r Bui Anh Tuan, D^r Jean-Louis Chabernaud, D^r Martine Debat, D^r Pierre Debat, D^r Marc Lagier, D^r Jean-Philippe Laporte, D^r Marie-Paule Lemonnier, D^r François Paraire, D^r Pierre Rivière, D^r Pierrette Salvaing, D^r Gilbert Tominez, D^r Cyril Venet.

Appel à la solidarité internationale

Grâce à vos dons, le Fonds de solidarité ouvrière avec les syndicalistes mineurs emprisonnés en Roumanie et leurs familles a de nouveau versé 500 euros à chacune des familles des syndicalistes emprisonnés, ainsi qu'à la veuve de Ionel Ciontu. Toute organisation qui versera au Fonds de solidarité ouvrière recevra le bulletin d'information n° 6, qui publie, entre autres, la délibération du Comité de la liberté syndicale du BIT.

Chèques à l'ordre de CMO, à envoyer à : « Fonds de solidarité ouvrière (Roumanie) », 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75 010 Paris.

UN COMMUNIQUÉ DE L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Le Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail (OIT) s'adresse au gouvernement de Bucarest en faveur des syndicalistes mineurs emprisonnés

L'Entente internationale des travailleurs vient d'être informée par des responsables syndicaux des conclusions retenues par le Bureau international du travail (BIT) suite au 344^e rapport du Comité de la liberté syndicale de l'OIT en ce qui concerne les militants ouvriers mineurs roumains toujours emprisonnés Miron Cozma, Constantin Cretan, Dorin Lois, Vasile Lupu. Rappelons que, depuis le début des poursuites engagées par le gouvernement roumain contre ces militants ouvriers pour le seul fait d'avoir accompli leur mandat de responsables syndicaux, l'Entente internationale a engagé une vaste campagne internationale en vue de leur libération. Rappelons également que l'un d'entre eux, Ionel Ciontu, est mort en prison, et que, parmi les autres, Constantin Cretan, gravement malade, se voit toujours empêché de recevoir les soins que nécessite son état. Les conclusions de la commission du BIT sont aujourd'hui un précieux appui pour arracher leur libération. Nous reproduisons ici le communiqué de l'Entente internationale à ce sujet.

Le BIT a repris à son compte les conclusions du comité concernant le cas 2486, à savoir la plainte déposée en mai 2006 par la confédération syndicale nationale Meridian, de Roumanie, qui protestait contre l'arrestation, la condamnation et l'emprisonnement des syndicalistes mineurs de Roumanie Miron Cozma, Constantin Cretan, Dorin Lois, Vasile Lupu, Ionel Ciontu et Romeo Beja (condamné par contumace).

L'Entente internationale des travailleurs partage le sentiment des responsables du mouvement syndical international qui nous ont transmis ces informations. Il s'agit d'un tournant dans cette campagne, à laquelle l'Entente s'est associée depuis près de dix ans.

Nous attirons notamment l'attention de toutes les organisations du mouvement ouvrier et démocratique, de tous les militants ouvriers, responsables syndicaux attachés à la démocratie, aux droits ouvriers, aux libertés syndicales et aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les recommandations du Comité de la liberté syndicale, reprises par le BIT.

Ces recommandations demandent en particulier au gouvernement roumain « de soumettre davantage d'informations concernant l'inculpation de 1999, afin de lui permettre d'établir les faits en toute connaissance de cause (...), ainsi que de lui fournir, lorsqu'ils seront rendus, les jugements concernant la suspension d'exécution de la peine de Constantin Cretan pour raisons médicales, ainsi que ceux concernant toute demande de libération conditionnelle ».

Les recommandations du comité demandent en outre : « Concernant le décès de Ionel Ciontu à l'hôpital de la prison de Jilava, à Bucarest, le comité prie le gouvernement de lui communiquer les résultats de l'autopsie dès que possible. »

Enfin, et c'est là le plus important, il est demandé au gouvernement roumain « d'ouvrir une enquête indépendante afin de déterminer si une procédure régulière a bien été respectée en ce qui concerne tous les

inculpés et de revoir les interdictions imposées à Miron Cozma. Si l'enquête conclut qu'il y a eu discrimination antisyndicale, le comité prie le gouvernement de prendre des mesures afin d'assurer leur libération immédiate. »

Les travailleurs, les syndicalistes, les militants ouvriers du monde entier, les citoyens attachés à la démocratie et aux libertés ne peuvent que se féliciter d'une telle prise de position.

Car les syndicalistes mineurs emprisonnés en Roumanie pour avoir respecté le mandat des syndiqués en organisant les marches de protestation de 1991 et 1999 sont en danger. Le drame du décès en prison de Ionel Ciontu, le 11 janvier 2007, est une alerte : Constantin Cretan est gravement malade et s'est vu refuser à plusieurs reprises toute demande de libération pour des raisons de santé.

Dans ces conditions, l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, comme elle l'a toujours fait, s'adresse aux organisations du mouvement ouvrier et démocratique dans le monde entier.

Partout où cela est possible, nous invitons organisations et militants à interpeller les autorités roumaines pour leur demander, sur la base des documents du Comité de la liberté syndicale de l'OIT, de répondre positivement en libérant les responsables syndicaux emprisonnés.

Partout où cela est possible, nous invitons les organisations ouvrières à contribuer à la solidarité financière avec les familles des syndicalistes emprisonnés en versant au Fonds de solidarité ouvrière avec les syndicalistes mineurs emprisonnés en Roumanie et leurs familles, qui, à l'occasion du 1^{er} Mai 2007, a effectué un nouveau versement de 500 euros à chacune des familles des emprisonnés, ainsi qu'à la veuve de Ionel Ciontu.

Le 4 mai 2007,

Daniel Gluckstein, coordinateur de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Abonnement à Informations internationales

10 numéros : 10 € ; 20 numéros : 20 € ; 30 numéros : 30 € ; 40 numéros : 40 € ; 50 numéros : 50 €
incluant le soutien à la diffusion internationale du bulletin.

Abonnement de soutien 1 an : 100 € • 10 numéros : 16 francs suisses ; 7 livres ; 10 dollars ; etc.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Pays :

E.mail :

Chèques à l'ordre de CMO (adresse ci-contre)

Virements bancaires (IBAN) : FR76 3093 8000 34000 5122 7000 317 - LUBPFRPP

Pour tout contact
Informations internationales

Entente internationale
des travailleurs et des peuples

87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 - Paris - France

Tél : (33 1) 48 01 88 28
Fax : (33 1) 48 01 88 36

E.mail eit.ilc@fr.oleane.com

Site : www.eit-ilc.org